DECRET N° 87-59 du 11 Mars 1987

portant création d'un Comité ad hoc chargé de l'étude des problèmes posés par le rachat par l'Etat de l'Immeuble dit "Les 40 Logements".

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;

VU le décret N° 87-38 du 13 Février 1987 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;

D E C R E T E :

Article 1er. - Il est créé un Comité ad hoc chargé d'étudier les problèmes posés par le rachat par l'Etat de l'Immeuble dit "LES 40 LOGEMENTS".

Article 2. - Le Comité est composé comme suit :

Président : Le Ministre de l'Equipement et des Transports ou son Représentant ;

Vice-Président : Le Ministre des Finances et de l'Economie ou son Représentant ;

- Membres :
- Le Ministre de la Défense et des Forces Armées Populaires ou son Représentant ;
 - Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération ou son Représentant ;
 - Le Ministre Délégué auprès du Président de la République, Chargé du Plan et de la Statistique ou son Représentant ;
 - Le Ministre Délégué auprès du Président de la République, Chargé de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration Territoriale ou son Représentant.

Article 3. - Le Comité a pour mission de procéder à une étude minutieuse de tous les problèmes que pose le rachat par l'Etat de l'Immeuble dit "LES 40 LOGEMENTS".

Dans ce cadre, le Comité devra faire des propositions concrètes sur les points suivants :

.../...

- Conditions de cession à l'Etat des appartements des propriétaires privés ;
- Règlement des arriérés de loyer au titre de la location à l'Etat des Logements appartenant encore à la Banque Béninoise pour le Développement;
- Modalités de cession des appartements dont la Banque Béninoise pour le Développement est encore propriétaire dans l'Immeuble et que l'Etat n'avait pas pris en location et
- Règlement par l'Etat du solde qu'il reste devoir à la Banque Béninoise pour le Développement pour les appartements déjà cédés.

En tout état de cause, le Comité devra arrêter les modalités concrètes du rachat des appartements à leurs propriétaires et déterminer des solutions justes et équitables pour les parties en cause.

Il devra également faire des propositions concrètes pour la gestion de l'Immeuble après le rachat.

Article 4.- Le Comité peut faire appel à toute personne dont les compétences lui paraîtraient nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 5.- Le Comité doit travailler sans désespérer et devra déposer les conclusions de ses travaux assorties de suggestions objectives dans le sens du règlement définitif de la situation, au chef de l'Etat, le 30 Avril 1987, au plus tard.

Article 6.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 11 Mars 1987

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : PR 6 SA/CC/PRPB 4 SGCEN 4 Président, Vice-Président et Membres du Comité 20.-